

Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement
Conseil d'administration
Séance du 25 juin 2024

Délibération n°4.4.2

Le 25 juin 2024, le conseil d'administration de l'institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de présents : 23

Membres représentés (procuration) : 14

Quorum : 19

Point 4 – Gouvernance

Délibération 4.4.2 – Protocole transactionnel lié au marché N° 2021-24 - Lot 3

Visas :

Vu l'article L.2197-5 du code de la commande publique ;

Vu l'article 2044 du code civil ;

Vu le décret n°2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, notamment son article 9 17° et son article 11 6°;

Vu la Délibération n°5.1 du conseil d'administration du 17 mars 2022 portant délégation de pouvoir au profit de la directrice générale pour décider des actions en justice et signer des transactions dans la limite de 100 000 euros HT de préjudice initialement estimé et la signature de transactions dans la limite de 10 000 euros HT.

Exposé des motifs :

Le marché N° 2021-24 ayant pour objet les travaux de réfection d'étanchéité, d'isolation et de rénovation chauffage du bâtiment 26 de l'Institut Agro Montpellier- LOT 3 - Menuiseries extérieures / Serrurerie a été attribué à ALFA SAS MELMAR, située dans la Zone des ROUTOUS –Rue Clément POUGET 34 790 VENDARGUES, immatriculée sous le n° SIRET : 494 794 282 00025.

Le marché a été notifié le 10/12/2021 pour un montant forfaitaire de 233 870.80€HT, avec une garantie financière de 5% soit 11 693.54€HT. Il a été conclu pour une durée de 6 mois à compter de la notification du marché. Il a donc pris fin le 09/06/2022.

La prolongation de la durée d'exécution du marché n'a pas fait l'objet d'un avenant. Or, certaines prestations prévues initialement n'ont pas été réalisées à l'expiration du marché.

Ceci d'autant plus que durant l'exécution des prestations, objet du marché, le titulaire a détecté de l'amiante dans les joints d'une trentaine de menuiseries ce qui a nécessité des travaux supplémentaires. Ces travaux ont été confiés à une entreprise spécialisée, la société A+ DESAMIANAGE sous-traitante du titulaire pour un montant de : 31 000 €HT. Ces prestations feront l'objet d'un paiement direct.

Il en résulte donc une hausse du montant initial du marché, soit un montant actualisé de 264 870,80 € HT, ainsi qu'une hausse de la garantie financière soit un montant actualisé de 13 243,54 € HT.

Un PV de réception de travaux avec réserves a été notifié le 29 juin 2023, puis l'intégralité des réserves ont été levées en décembre 2023.

Dans ce contexte, l'ensemble des prestations prévues par le marché ayant été exécutées par le titulaire, le marché ayant atteint le terme, le paiement du solde ne pourra intervenir que dans le cadre d'un protocole transaction entre l'Institut Agro et la société ALFA SAS MELMAR.

Le montant total concerné par la transaction s'élève 90 829,50€ HT.

Ce montant inclut la retenue de garantie supplémentaire liée aux travaux supplémentaires de désamiantage de 1 550€HT, et le montant des travaux effectués par le sous-traitant qui lui seront payés directement (soit 31 000€HT).

La décision de conclure des transactions appartient au Conseil d'administration. Ce dernier a délégué sa compétence à la directrice générale pour les transactions inférieures à 10 000 euros HT. Dans cas présenté, le montant de la transaction allant au-delà du seuil de 10 00 euros HT il est proposé au conseil d'administration d'autoriser :

- La conclusion du protocole transactionnel entre l'Institut Agro et la société ALFA SAS MELMAR pour un montant de 90 829,50€ HT.
- La signature par la directrice générale dudit protocole.

ADOPTÉ : à l'unanimité des suffrages exprimés

Le conseil d'administration a autorisé la conclusion et la signature par la directrice générale du protocole transactionnel entre l'Institut Agro et la société ALFA SAS MELMAR.

Fait à Paris, le 25 juin 2024

**Le Président du Conseil d'administration,
Dominique Chargé**

La présente délibération est publiée sur le site internet de l'Institut Agro. En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif de Paris peut être saisi par voie de recours formé contre cette délibération et ce dans un délai de deux mois à compter de sa publication.